



Assemblée générale

Distr. générale
16 février 2001
Français
Original: anglais

Cinquante-cinquième session

Point 122 de l'ordre du jour

Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies

Application de l'Article 19 de la Charte des Nations Unies

Rapport du Secrétaire général

I. Introduction

1. Dans sa résolution 55/5 A du 26 octobre 2000, l'Assemblée générale, entre autres dispositions :

« 5. *Prie* le Secrétaire général, afin d'assurer une assise financière solide à l'Organisation des Nations Unies, d'examiner les conséquences qu'aurait le fait de calculer le montant des arriérés de contributions, aux fins de l'application de l'Article 19 de la Charte, au début de chaque année civile et, pour les opérations de maintien de la paix, au 1er juillet de chaque année, début de l'exercice budgétaire correspondant, et de lui faire rapport à ce sujet à la première partie de la reprise de sa cinquante-cinquième session;

6. *Décide*, sous réserve des résultats des négociations qu'elle tiendra durant la partie principale de sa cinquante-sixième session sur le rapport du Secrétaire général demandé au paragraphe 5 ci-dessus et sur les recommandations y relatives du Comité des contributions, et sous réserve également de toute décision ultérieure qu'elle pourrait prendre sur la mise en oeuvre de ces résultats, de comparer le montant des arriérés avec le montant des quotes-parts effectivement mises en recouvrement et exigibles pour les deux années complètes écoulées, aux fins de

l'application de l'Article 19 de la Charte des Nations Unies. »

2. Antérieurement, dans sa résolution 52/215 B du 22 décembre 1997, l'Assemblée générale avait prié le Comité des contributions de revoir les modalités d'application de l'Article 19 de la Charte, notamment la possibilité de procéder aux calculs nécessaires et d'appliquer l'Article au début de chaque année civile et au début de l'exercice financier des opérations de maintien de la paix, c'est-à-dire chaque année le 1er juillet, et de lui faire, le cas échéant, des recommandations à ce sujet avant la fin de sa cinquante-troisième session. Le Comité a revu les modalités d'application de l'Article 19 à sa cinquante-huitième session, en 1998, et les résultats de cet examen sont exposés au chapitre III.B de son rapport¹.

3. Les résultats du nouvel examen que le Comité a consacré à cette question à sa cinquante-neuvième session, en 1999, sont consignés au chapitre IV.B de son rapport².

II. Modalités d'application de l'Article 19

4. L'Article 19 de la Charte des Nations Unies stipule, entre autres, ce qui suit :

« Un Membre des Nations Unies en retard dans le paiement de sa contribution aux dépenses de l'Organisation ne peut participer au vote à l'Assemblée générale *si le montant de ses arriérés est égal ou supérieur à la contribution due par lui pour les deux années complètes écoulées...* » (non souligné dans le texte)

5. Les procédures en vigueur pour l'application de l'Article 19 reposent sur trois critères méthodologiques. Le premier est celui du « montant des arriérés », le deuxième « la contribution due pour les deux années complètes écoulées », et le troisième la distinction entre les montants « brut » et « net » dans le calcul des arriérés et des contributions dues.

A. Montant des arriérés

Interprétation de ce qui constitue des « arriérés » selon la méthode actuelle

6. Pour interpréter et appliquer l'Article 19, on est amené tout d'abord à déterminer le moment où les contributions dues deviennent des arriérés.

7. Dans la pratique actuelle, l'interprétation de la notion d'arriérés a été liée à celle de l'article 5.4 du Règlement financier, que l'Assemblée générale a adopté par sa résolution 456 (V) du 16 novembre 1950 et révisé par la suite, et qui se lit comme suit :

« Les contributions et avances sont considérées comme dues et exigibles en totalité dans les trente jours qui suivent la réception de la communication du Secrétaire général mentionnée au paragraphe 3 de l'article V ci-dessus, ou le premier jour de l'exercice financier auquel elles se rapportent si cette dernière date est postérieure à l'expiration dudit délai de trente jours. Au 1er janvier de l'exercice suivant, le solde impayé de ces contributions et de ces avances sera considéré comme *étant d'une année en retard.* » (non souligné dans le texte)

8. L'Article 19 ne précise pas le mode de calcul du montant des arriérés, mais la méthode actuellement appliquée consiste à considérer qu'un État Membre tombe sous le coup des dispositions de cet article si le montant de ses arriérés au 1er janvier d'une année quelconque est égal ou supérieur à la contribution due par lui pour les deux années complètes écoulées. Selon la pratique établie, que le Secrétariat suit pour

l'application de cet article du Règlement financier, le montant de la contribution due et exigible des États Membres et resté impayé n'est pas considéré comme arriérés avant le 1er janvier de l'année suivant l'exercice financier au cours duquel elle est devenue exigible. Autrement dit, le Secrétariat n'inclut pas le montant des contributions dues par l'État Membre pour une année donnée dans le montant considéré comme constituant des arriérés à une date quelconque de cette même année. Ainsi, ne sont considérées comme arriérés à une date quelconque de 2001 (et prises en compte pour le calcul du « montant des arriérés » au sens de l'Article 19 de la Charte) que les quotes-parts dues avant le 1er janvier 2001.

9. Cet article du Règlement financier est applicable à toutes les dépenses de l'Organisation réparties entre les États Membres par l'Assemblée générale, y compris le Fonds de roulement, les opérations de maintien de la paix et les tribunaux internationaux, ainsi que le budget ordinaire. En vertu de la deuxième phrase de l'article 5.4 du Règlement financier, par exemple, si la quote-part d'un État Membre aux dépenses de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) mise en recouvrement pour la période du 1er juillet au 31 décembre 2000 (dûment notifiée par le Secrétaire général à l'État Membre le 11 août 2000) demeure impayée au 1er janvier 2001, le montant est considéré comme étant d'une année en retard, et pris en compte pour le calcul du montant des arriérés aux fins de l'application de l'Article 19 de la Charte en 2001.

10. De même, si le Secrétaire général faisait connaître aux États Membres le montant des sommes qu'ils ont à verser au titre d'une quote-part, en application du paragraphe 2 de l'Article 17 de la Charte des Nations Unies, à une date telle que la notification prévue à l'article 5.3 du Règlement financier soit reçue plus de 30 jours avant la fin de l'année civile, cette quote-part serait exigible pendant cette même année civile, et, si elle demeurerait impayée, serait donc incluse dans le calcul des arriérés au sens de l'Article 19 de la Charte dès le 1er janvier de l'année civile suivante. Ce serait le cas en 2001, par exemple, pour les sommes réparties pour le fonctionnement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental du 1er novembre au 31 décembre 2000, la lettre de notification ayant été envoyée le 10 novembre 2000, mais les sommes ayant fait l'objet d'une lettre de notification en décembre 2000 ne seraient pas prises en compte du fait que le délai de 30 jours s'achèverait

en 2001. Cette quote-part, si elle demeurait impayée, ne serait prise en compte comme arriérés qu'à partir du 1er janvier de l'année suivante, c'est-à-dire du 1er janvier 2002.

**Autre définition possible des « arriérés »
au sens de l'Article 19**

11. S'il était décidé de calculer deux fois par an les montants tombant sous le coup de l'Article 19 (au lieu d'une fois par an, comme on le fait actuellement), on serait amené à redéfinir ce qui constitue des arriérés, pour inclure dans le montant pris en compte les soldes impayés au 1er janvier et au 1er juillet de chaque année. Dans ce cas, le montant de toutes les contributions et avances demeurant dues et exigibles qui sont impayées après ces dates serait considéré comme entrant dans les arriérés, et compris dans le calcul des arriérés au sens de l'Article 19.

12. Lorsqu'il a examiné cette question à sa cinquante-huitième session, le Comité des contributions est convenu qu'il faudrait pour cela apporter à l'article 5.4 du Règlement financier une modification portant sur la définition de la notion d'arriéré. La modification consisterait en l'occurrence à redéfinir les arriérés comme étant le solde des contributions impayé au 1er janvier et au 1er juillet de chaque année.

13. Comme il a été indiqué plus haut, l'article 5.4 du Règlement financier stipule que les contributions et les avances sont dues et exigibles dans les 30 jours qui suivent la réception de la communication du Secrétaire général. À l'heure actuelle, seul le montant des contributions mises en recouvrement au titre du budget ordinaire est communiqué par messenger aux missions permanentes des États Membres, ce qui permet d'obtenir des informations précises sur la date de réception des communications par chaque mission. Pour toutes les autres quotes-parts, les communications sont acheminées par la voie ordinaire. Étant donné toutefois que les mises en recouvrement sont peu nombreuses au dernier trimestre de l'année, cela n'a guère d'importance d'un point de vue pratique. Mais si l'on décidait de réviser l'article 5.4 du Règlement financier de manière à pouvoir appliquer l'Article 19 deux fois par an, cette question pourrait prendre une plus grande importance. Il pourrait donc être souhaitable de modifier la date à laquelle les contributions sont considérées comme dues et exigibles pour que ce soit un certain nombre de jours non pas après la réception, mais après la date d'envoi de la communication du Secrétaire général. On pourrait

dans ce cas augmenter la durée du délai, par exemple à 35 jours.

B. Contribution due pour les deux années complètes écoulées

**Interprétation actuelle de ce qui constitue
la « contribution due pour les deux années
complètes écoulées »**

14. L'Article 19 ne dit rien de l'interprétation à donner de l'expression « les deux années complètes écoulées », mais, en fonction de ce que l'on considère comme arriérés au sens de l'article 5.4 du Règlement financier, on a également interprété et appliqué depuis 1950 la notion de « contribution due pour les deux années complètes écoulées » comme désignant les deux années civiles complètes.

15. Lorsqu'il envoie les communications correspondantes, le Secrétariat se réfère à un texte portant autorisation de la mise en recouvrement : résolution de l'Assemblée générale répartissant les dépenses inscrites au budget ordinaire, ou ouvrant les crédits nécessaires au fonctionnement d'une opération déterminée de maintien de la paix, pour un mandat précis, et mettant en recouvrement les sommes correspondantes, ou encore autorisant le Secrétaire général à engager des dépenses aux fins du fonctionnement de l'opération et à communiquer aux États Membres le montant des contributions correspondantes devant être mises en recouvrement auprès d'eux à raison d'un montant mensuel maximum précisé, pour la durée du mandat de l'opération en question. De même que pour le mode de calcul des arriérés exposé ci-dessus, la pratique actuelle est de ne tenir compte, pour le calcul des contributions dues, que du montant des quotes-parts dues avant le 1er janvier d'une année donnée. On n'a, par exemple, compté que les quotes-parts dues et exigibles entre le 1er janvier 1999 et le 31 décembre 2000 dans le montant des contributions dues pour les deux années complètes écoulées aux fins du calcul des montants tombant sous le coup de l'Article 19 au 1er janvier 2001.

**Autre interprétation possible
de la « contribution due
pour les deux années complètes écoulées »**

16. Si l'Assemblée générale décidait d'appliquer l'Article 19 deux fois par an, on pourrait toujours com-

parer les arriérés (tels qu'ils ont été redéfinis) au 1er juillet avec les contributions et les avances exigibles pour les deux années civiles complètes écoulées. Mais, pour conserver la symétrie de l'interprétation actuelle entre la contribution due pour les deux années complètes écoulées et les arriérés, il faudrait aussi faire des « deux années complètes écoulées » les 24 mois précédents. À première vue, il ne semble pas, du point de vue juridique, qu'il y ait d'indication empêchant d'assimiler deux années complètes aux 24 mois écoulés au lieu de deux années civiles. À première vue, une « année complète » signifie 12 mois complets, et une « année civile » désigne une période allant du 1er janvier au 31 décembre. Cependant, si l'Assemblée générale décide de modifier la procédure en ce sens, elle jugera peut-être utile de demander une étude plus approfondie portant sur l'historique et les répercussions juridiques.

17. Dans cette optique, le calcul des sommes tombant sous le coup de l'Article 19 au 1er juillet 2001, par exemple, amènerait à comparer les arriérés au 1er juillet 2001, qui comprendraient les montants mis en recouvrement, dus et exigibles mais restés impayés au 1er juillet, avec la contribution due et exigible entre le 1er juillet 1999 et le 30 juin 2001. Les États Membres tomberaient sous le coup de l'Article 19 dès que leurs arriérés seraient égaux ou supérieurs au montant des quotes-parts dues pour les 24 mois précédents. À sa cinquante-huitième session, le Comité des contributions a conclu que, si la proposition prévoyant une périodicité semestrielle pour les calculs effectués aux fins de l'application de l'Article 19 était adoptée, la définition des « deux années complètes écoulées » la plus appropriée serait les 24 mois précédents.

C. Utilisation du montant « brut » et du montant « net » des quotes-parts pour le calcul des « arriérés » et de la « contribution due »

18. En règle générale, les montants totaux mis en recouvrement par l'Assemblée générale pour le budget ordinaire et d'autres comptes (« montants bruts ») comprennent des montants correspondant aux contributions du personnel. Pour la grande majorité des États Membres, les résolutions relatives au financement du budget ordinaire, des tribunaux internationaux et des opérations de maintien de la paix stipulent généralement que les montants effectivement exigibles

(« montants nets ») seront réduits par les déductions opérées au titre de la part du montant estimatif des recettes provenant des contributions du personnel qui revient à chaque État Membre. Selon la méthode servant actuellement au calcul des montants relevant de l'Article 19, les contributions impayées considérées comme « arriérés » sont les montants nets, c'est-à-dire les montants effectivement exigibles une fois apportés les ajustements correspondant aux recettes provenant des contributions du personnel et autres stipulées dans la résolution applicable.

19. Or, selon l'interprétation actuelle, « le montant ... de la contribution due pour les deux années complètes écoulées » est celui de « la répartition fixée par l'Assemblée générale », aux termes du paragraphe 2 de l'Article 17 de la Charte, avant déduction des montants à créditer, c'est-à-dire le montant brut mis en recouvrement.

20. Le « montant brut » étant généralement plus élevé que le « montant net » mis en recouvrement, cette manière d'appliquer les dispositions de la Charte est plus favorable aux États Membres que si on comparait les montants nets. Combinée à l'interprétation actuelle de la notion d'« arriérés » (ne comprenant que le montant de la contribution due et exigible restant impayée au 1er janvier de l'année civile suivante), cette procédure donne en fait la possibilité aux États Membres d'accumuler un montant d'arriérés supérieur à la contribution due pour deux années avant de tomber sous le coup des dispositions de l'Article 19, au début de l'année suivante.

21. Le Groupe de travail de haut niveau à composition non limitée sur la situation financière de l'Organisation des Nations Unies et le Comité des contributions, à ses cinquante-huitième et cinquante-neuvième sessions, ont examiné une autre façon possible d'appliquer l'Article 19 en comparant le montant des arriérés calculé sur une base nette avec les contributions dues et exigibles pour les deux années complètes écoulées, calculées elles aussi sur une base nette. Comme indiqué plus haut, dans sa résolution 55/5 A, l'Assemblée générale a opté pour un mode de calcul fondé sur la comparaison de deux montants nets pour l'application de l'Article 19, sous réserve des résultats des négociations qu'elle tiendrait sur le rapport du Secrétaire général et les recommandations y relatives du Comité des contributions, et sous réserve également de toute décision ultérieure qu'elle pourrait prendre sur la mise en oeuvre de ces résultats.

22. Lorsque le Comité des contributions a examiné les modalités d'application de l'Article 19 à sa cinquante-huitième session, certains membres du Comité se sont demandé si les procédures en vigueur, y compris la comparaison établie entre des montants bruts et des montants nets, étaient conformes aux dispositions de cet article puisqu'elles permettaient aux États Membres d'accumuler des arriérés d'un montant supérieur à la contribution due pour deux années sans perdre leur droit de vote à l'Assemblée générale. En réponse à une lettre que le Président du Comité lui avait adressée à cet égard, le Sous-Secrétaire général alors chargé du Bureau des affaires juridiques a émis l'avis que les procédures actuelles étaient conformes aux décisions pertinentes de l'Assemblée générale, lesquelles étaient elles-mêmes conformes à l'Article 19. Il a en outre relevé que la pratique du Secrétariat consistant à calculer le montant des contributions dues pour les deux années complètes précédentes en montants bruts n'est pas énoncée dans le Règlement financier, mais qu'elle a constamment été signalée à l'Assemblée générale. Cela étant, l'Assemblée pourrait, par une résolution et avec ou sans modification du Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies, donner instruction au Secrétaire général de changer cette pratique.

D. Conséquences de l'adoption d'une périodicité semestrielle pour les calculs relatifs à l'application de l'Article 19

23. Afin d'illustrer les conséquences que les modifications envisagées dans la méthode actuellement utilisée pour l'application de l'Article 19 pourraient entraîner concrètement, on présente dans des tableaux figurant aux annexes I et II du présent document des données sur les quotes-parts exprimées en montants bruts et en montants nets, les versements effectués, les montants crédités et les contributions non acquittées pour la période du 1er janvier 1998 au 31 décembre 2000 qui montrent les résultats obtenus par la méthode actuelle et différentes autres méthodes possibles au 1er janvier, au 1er juillet et au 31 décembre 2000. Les résultats de cette illustration sont récapitulés à l'annexe I. Cette annexe indique le nombre de pays qui tombent sous le coup de l'Article 19 et le montant total des versements minimaux qu'ils auraient à effectuer pour éviter l'application de cet article au 1er janvier, au 1er juillet et au 31 décembre 2000. La première colonne donne

les résultats obtenus par la méthode actuelle – c'est-à-dire la méthode fondée sur l'application effective de l'Article 19 en 2000. La deuxième colonne donne les résultats correspondants qui auraient été obtenus si l'on avait effectué les calculs et appliqué l'Article 19 le 1er janvier et le 1er juillet 2000 en comparant les arriérés exprimés en chiffres « nets » aux contributions exprimées en chiffres « bruts », comme on le fait à l'heure actuelle. La troisième colonne présente les résultats d'un calcul unique effectué annuellement sur la base d'une comparaison de deux montants nets ; et la quatrième colonne, les résultats de calculs semestriels effectués le 1er janvier et le 1er juillet 2000, toujours sur la base d'une comparaison portant sur des montants nets. Il convient de noter que les chiffres récapitulatifs englobent des États Membres actuellement autorisés à voter par l'Assemblée générale qui a conclu que leur incapacité d'effectuer les paiements nécessaires était due à des circonstances indépendantes de leur volonté. On notera également que l'ex-Yougoslavie est incluse jusqu'au 1er juillet 2000. Après l'admission de la République fédérale de Yougoslavie, le 1er novembre 2000, elle a cessé d'être Membre de l'Organisation.

24. Les résultats récapitulés dans l'annexe I sont fondés sur les données présentées dans les annexes II.A et B. Pour les États Membres qui tombent sous le coup de l'Article 19 quelle que soit la méthode envisagée, on donne dans l'annexe II.A des indications sur les quotes-parts exprimées en chiffres bruts et en chiffres nets pour les périodes allant du 1er janvier 1998 au 31 décembre 1999 et du 1er juillet 1998 au 30 juin 2000; les contributions non acquittées qui étaient dues et exigibles le 1er janvier et le 1er juillet 2000; et les versements effectués et les montants crédités pour les périodes allant du 1er janvier au 30 juin et du 1er juillet au 31 décembre 2000. À partir de ces données, on indique dans l'annexe II.B les versements minimaux correspondants à effectuer pour éviter l'application de l'Article 19, tels qu'ils ont été calculés, avec les différentes méthodes envisagées. Un montant négatif signifie que l'État Membre concerné ne tomberait pas sous le coup de l'Article 19 dans ce cas particulier.

25. À sa cinquante-huitième session, le Comité des contributions a conclu que la proposition prévoyant une périodicité semestrielle pour le calcul des arriérés et l'application de l'Article 19 aurait pour effet de réduire le montant maximal que les États Membres peuvent accumuler avant de se voir imposer l'Article 19 et de

rapprocher ce montant de celui des contributions dues pour les deux années complètes écoulées, comme prévu dans la Charte. Le tableau qui figure à l'annexe I en fournit une illustration. Il montre que le nombre de pays tombant sous le coup de l'Article 19 et le montant total des versements minimaux qu'ils auraient dû effectuer pour éviter l'application de cet article auraient été plus élevés aussi bien au 1er juillet qu'au 31 décembre 2000 si les arriérés avaient été calculés et les dispositions de l'Article 19 appliquées deux fois par an et non pas seulement au début de chaque année, comme c'est actuellement le cas.

26. De même, si l'on établit une comparaison entre les arriérés exprimés en chiffres nets et les contributions dues pour les deux années écoulées, elles aussi exprimées en chiffres nets, le nombre de pays tombant sous le coup de l'Article 19 et le montant total des versements minimaux que ces pays devraient effectuer pour éviter l'application de cet article seraient plus élevés qu'ils ne le sont dans le cadre de la méthode actuelle fondée sur l'utilisation de montants bruts et de montants nets.

27. En analysant les résultats de ces calculs effectués à titre indicatif avec différentes méthodes possibles pour l'application de l'Article 19, on se souviendra toutefois que le profil des contributions versées en 2000 a été obtenu avec la méthode actuelle et qu'il a pu être conditionné par cette méthode. Si un système de calculs semestriels avait été en vigueur en 2000 ou si les calculs avaient été effectués sur la base d'une comparaison de deux montants nets, le profil des paiements et, partant, le nombre d'États Membres tombant sous le coup de l'Article 19 auraient très bien pu être différents.

III. Conclusions et recommandations

28. Les informations communiquées à titre indicatif dans le présent rapport montrent que, si l'on adoptait une périodicité semestrielle pour les calculs relatifs à l'Article 19 et l'application de ses dispositions, cela tendrait à faire tomber certains États Membres sous le coup des dispositions de l'Article 19 plus tôt que ce n'est le cas actuellement avec la périodicité annuelle. De même, les calculs effectués sur la base d'une comparaison de deux montants nets tendraient à faire tomber certains États Membres sous le coup des dispositions de l'Article 19 plus tôt ou plus radicalement que ce n'est le cas à l'heure actuelle avec la comparaison

établie entre des montants bruts et des montants nets. Ces conclusions rejoignent celles que le Comité des contributions avait formulées à l'issue de l'examen des modalités d'application de l'Article 19 auquel il avait procédé précédemment.

29. Conformément aux dispositions de la résolution 55/5 A de l'Assemblée générale, le Comité des contributions examinera plus avant les questions liées à l'application de l'Article 19 à sa soixante et unième session, en 2001. **L'Assemblée générale souhaitera peut-être prendre note des informations communiquées dans le présent rapport sur le choix éventuel d'une périodicité semestrielle pour les calculs relatifs à l'Article 19 et l'application de ses dispositions, et l'utilisation d'une méthode fondée sur la comparaison de deux montants nets pour ces calculs. Elle voudra peut-être également soit prendre une décision finale au sujet des procédures à suivre pour l'application de l'Article 19 à ce stade, soit donner des directives au Comité des contributions pour un examen plus approfondi de la question. En outre, dans le contexte d'une révision des procédures relatives à l'application de l'Article 19, l'Assemblée pourrait envisager de modifier le Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies comme il convient.**

Notes

¹ *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément No 11 (A/53/11), par. 11 à 28.*

² *Ibid., cinquante-quatrième session, Supplément No 11 (A/54/11), par. 57 à 60.*

Annexe I

Récapitulation des différents scénarios envisageables pour l'application de l'Article 19 en 2000, fondés sur la méthode actuelle et d'autres variantes, y compris un calcul semestriel et une comparaison portant sur des montants nets exclusivement

	<i>Comparaison de montants bruts et de montants nets</i>		<i>Comparaison de montants nets</i>	
	<i>Calcul annuel</i>	<i>Calcul semestriel</i>	<i>Calcul annuel</i>	<i>Calcul semestriel</i>
Nombre de pays tombant sous le coup de l'Article 19 au 1er janvier 2000	62	62	70	70
Montants minimaux, total (dollars É.-U.)	68 366 228	68 366 228	79 426 633	79 426 633
Nombre de pays tombant sous le coup de l'Article 19 au 1er juillet 2000	35	63	53	73
Montants minimaux, total (dollars É.-U.)	43 507 271	350 924 306	52 682 660	364 960 377
Nombre de pays tombant sous le coup de l'Article 19 au 31 décembre 2000	13	40	33	48
Montants minimaux, total (dollars É.-U.)	25 859 328	30 647 969	26 700 571	35 658 509

Note : Après l'admission de la République fédérale de Yougoslavie le 1er novembre 2000, l'ex-Yougoslavie a cessé d'être Membre de l'Organisation.

Annexe II.A

**Contributions mises en recouvrement (montants bruts et montants nets),
contributions non acquittées, versements et crédits utilisés pour la période
du 1er janvier 1998 au 31 décembre 2000**

<i>États Membres</i>	<i>Montant total brut des contributions 1er janvier 1998- 31 décembre 1999</i>	<i>Montant total net des contributions 1er janvier 1998- 31 décembre 1999</i>	<i>Montant total brut des contributions 1er juillet 1998- 30 juin 2000</i>	<i>Montant total net des contributions 1er juillet 1998- 30 juin 2000</i>	<i>Contributions non acquittées dues et exigibles au 1er janvier 2000</i>	<i>Contributions non acquittées dues et exigibles au 1er juillet 2000</i>	<i>Versements et crédits utilisés 1er janvier- 1er juillet 2000</i>	<i>Versements et crédits utilisés 1er juillet- 31 décembre 2000</i>
Afghanistan	95 644	84 015	86 853	76 225	230 833	132 371	136 200	154
Antigua-et-Barbuda	54 962	48 199	57 566	50 501	88 408	79 072	34 500	95
Arménie	550 655	488 307	289 140	256 913	1 031 640	613 968	503 076	1 066
Azerbaïdjan	1 186 988	1 053 144	569 669	506 655	2 832 994	1 241 454	1 749 000	761 080
Bélarus*	3 597 788	3 188 810	2 308 885	2 049 229	4 867 035	4 290 884	1 376 695	2 284 657
Belize	27 632	24 257	28 831	25 307	106 455	2 188	116 849	324
Bolivie	219 351	193 641	222 287	196 804	144 270	239 857	1 248	78 500
Bosnie-Herzégovine	146 696	129 411	158 068	139 886	331 410	63 206	337 373	475
Brésil	43 675 176	38 528 907	46 509 382	41 161 666	43 658 464	63 964 836	43 000	19 240 398
Burkina Faso	54 962	48 199	57 566	50 501	151 428	79 982	96 610	108
Burundi	27 632	24 257	28 831	25 307	274 385	286 967	–	87 094
Cameroun	398 673	352 245	411 757	364 463	351 354	399 746	131 450	108 311
Cap-Vert	41 625	36 359	58 030	50 991	172 469	198 633	–	130 986
Comores	27 632	24 257	28 831	25 307	794 114	806 696	–	48
Congo	88 257	77 876	94 913	83 999	552 124	593 338	288	463 899
Croatie	1 340 165	1 185 333	1 068 324	946 721	1 338 496	880 399	876 000	3 103
Djibouti	27 632	24 257	28 831	25 307	166 725	179 307	–	139 148
Dominique	27 632	24 257	28 831	25 307	139 858	127 918	24 522	87 778
El Salvador	353 232	311 773	379 104	335 475	298 969	338 751	128 227	55 740
Équateur	616 029	543 890	634 047	561 270	867 653	957 853	186 482	338 808
Estonie	560 584	489 679	445 092	395 267	597 589	156 431	608 607	119 521
États-Unis d'Amérique	1 219 192 541	1 219 176 327	1 511 637 849	1 511 626 829	1 170 376 914	1 774 940 027	111 187 096	755 813 154
Ex-République yougoslave de Macédoine	131 698	116 341	127 569	112 987	276 828	141 012	191 154	118 726
Fédération de Russie	105 104 831	96 149 716	88 176 998	81 761 691	89 671 060	86 434 645	32 996 000	40 497 536
Gabon	489 550	433 168	477 050	422 415	440 638	490 364	157 783	1 482
Gambie	27 632	24 257	28 831	25 307	166 914	168 078	11 418	127 930

<i>États Membres</i>	<i>Montant total brut des contributions 1er janvier 1998-31 décembre 1999</i>	<i>Montant total net des contributions 1er janvier 1998-31 décembre 1999</i>	<i>Montant total brut des contributions 1er juillet 1998-30 juin 2000</i>	<i>Montant total net des contributions 1er juillet 1998-30 juin 2000</i>	<i>Contributions non acquittées dues et exigibles au 1er janvier 2000</i>	<i>Contributions non acquittées dues et exigibles au 1er juillet 2000</i>	<i>Versements et crédits utilisés 1er janvier-1er juillet 2000</i>	<i>Versements et crédits utilisés 1er juillet-31 décembre 2000</i>
Géorgie	1 113 293	988 297	460 743	410 269	7 205 324	7 256 926	51 000	82 443
Grenade	27 632	24 257	28 831	25 307	115 578	122 842	5 318	123 803
Guatemala	541 370	477 650	569 820	504 342	782 752	591 411	440 355	1 603
Guinée	82 309	72 173	86 317	75 712	166 404	204 142	–	100 122
Guinée équatoriale	27 632	24 257	28 831	25 307	97 871	379	110 074	39
Guinée-Bissau	27 632	24 257	28 831	25 307	440 411	452 993	–	48
Guyana	29 815	26 342	31 754	28 114	63 841	12 466	65 207	10 471
Haïti	54 962	48 199	57 566	50 501	72 628	97 792	–	21 133
Honduras	102 477	90 567	95 988	85 037	230 024	–	271 526	5 764
Îles Marshall	32 815	26 342	22 742	34 114	95 095	3 756	105 171	77
Iran (République islamique d')	7 222 258	6 388 116	5 732 331	5 080 057	7 092 836	9 193 485	142 000	3 822 120
Iraq	1 917 163	1 697 777	1 270 211	1 126 772	13 106 122	13 600 054	55 000	4 962
Kazakhstan	2 760 050	2 443 781	1 875 151	1 663 134	3 181 085	2 848 888	1 004 877	1 157 214
Kirghizistan	334 585	296 281	230 160	204 157	1 199 152	915 485	367 630	606 594
Lettonie	1 030 926	900 714	689 921	613 541	1 634 211	1 191 988	680 767	785 018
Liban	474 110	418 842	505 407	447 240	230 176	451 519	–	185 323
Libéria	59 042	52 119	63 343	56 069	1 147 524	1 175 192	–	72 149
Lituanie	986 405	861 885	447 352	571 899	1 073 478	1 164 352	120 000	790 901
Madagascar	82 309	72 173	86 317	75 712	209 156	234 627	12 267	122 584
Mali	68 303	60 061	58 105	51 026	103 281	79 268	49 177	61 033
Mauritanie	27 632	24 257	28 831	25 307	202 697	204 760	10 519	164 665
Mongolie	59 042	52 119	63 343	56 069	134 727	86 658	75 737	21 215
Nicaragua	44 036	39 044	32 829	29 158	244 187	57 443	200 576	105
Niger	54 962	48 199	57 566	50 501	334 149	359 313	–	95
Ouzbékistan	1 654 657	1 465 947	1 030 561	914 613	2 951 987	1 935 115	1 368 487	3 427
Pérou	2 663 239	2 350 233	3 065 153	2 713 463	2 405 134	3 786 784	–	838 862
République arabe syrienne	1 856 585	1 638 530	2 021 652	1 789 045	1 087 647	1 975 023	–	679 250
République centrafricaine	40 969	36 097	29 367	25 817	302 593	314 175	1 000	57
République de Moldova	884 218	783 981	474 627	421 624	3 386 720	3 484 697	44 207	247 411
République démocratique du Congo	219 351	193 641	222 287	196 804	220 248	316 083	1 000	681

<i>États Membres</i>	<i>Montant total brut des contributions 1er janvier 1998-31 décembre 1999</i>	<i>Montant total net des contributions 1er janvier 1998-31 décembre 1999</i>	<i>Montant total brut des contributions 1er juillet 1998-30 juin 2000</i>	<i>Montant total net des contributions 1er juillet 1998-30 juin 2000</i>	<i>Contributions non acquittées dues et exigibles au 1er janvier 2000</i>	<i>Contributions non acquittées dues et exigibles au 1er juillet 2000</i>	<i>Versements et crédits utilisés 1er janvier-1er juillet 2000</i>	<i>Versements et crédits utilisés 1er juillet-31 décembre 2000</i>
République démocratique populaire lao	27 632	24 257	28 831	25 307	26 361	28 424	10 519	48
République dominicaine	459 107	405 769	474 901	420 333	332 252	538 761	1 000	191 006
République populaire démocratique de Corée	742 772	643 861	582 705	519 860	1 441 943	935 376	716 000	1 811
Rwanda	40 969	36 097	29 367	25 817	104 540	104 540	12 582	104 595
Sainte-Lucie	27 632	24 257	28 831	25 307	60 631	61 178	12 035	21 123
Saint-Vincent-et-les Grenadines	27 632	24 257	28 831	25 307	153 064	155 127	10 519	114 981
Sao Tomé-et-Principe	27 632	24 257	28 831	25 307	570 783	583 365	–	48
Seychelles	54 962	48 199	57 566	50 501	192 418	217 582	–	95
Sierra Leone	27 632	24 257	28 831	25 307	163 173	175 755	–	135 600
Somalie	27 632	24 257	28 831	25 307	972 146	984 728	–	48
Soudan	218 319	191 714	202 348	177 580	342 767	306 323	124 500	303 190
Suriname	109 637	96 116	115 050	100 906	64 667	114 985	–	64 667
Swaziland	59 042	52 119	63 343	56 069	73 826	62 459	39 035	24 044
Tadjikistan	189 706	167 852	146 216	129 594	2 436 208	2 422 185	69 841	135 548
Tchad	27 632	24 257	28 831	25 307	62 328	74 910	–	34 700
Togo	40 969	36 097	29 348	25 817	145 530	157 112	1 000	156 790
Turkménistan	334 585	296 281	230 160	204 157	682 991	757 954	9 000	490 353
Ukraine**	17 427 398	15 683 791	10 140 843	9 156 591	32 950 697	21 205 122	15 533 241	12 919 041
Uruguay	1 428 137	1 260 788	1 517 474	1 342 935	714 854	1 377 889	1 000	105 754
Vanuatu	27 632	24 257	28 831	25 307	262 083	164 146	110 519	128 052
Venezuela	5 997 270	5 299 326	5 382 702	4 767 372	5 845 224	2 320 672	5 745 682	489 241
Viet Nam	247 782	219 034	224 426	198 878	239 397	262 600	73 632	59 599
Yémen	273 642	239 877	287 487	284 328	388 898	409 508	105 189	376 368
Yougoslavie***	1 367 129	1 210 079	981 271	837 885	15 510 279	15 839 807	34 000	3 653
Zimbabwe	246 312	215 925	258 792	226 953	159 680	272 898	–	269 845

* Les montants dus par le Bélarus au 1er janvier et au 1er juillet 2000 excluent un montant de 45 826 669 dollars correspondant à des arriérés de contributions mises en recouvrement avant 1996 au titre des opérations de la paix, conformément à la décision 49/470 de l'Assemblée générale.

** Les montants dus par l'Ukraine excluent un montant de 179 117 150 dollars au 1er janvier et un montant de 178 011 745 dollars au 1er juillet 2000, correspondant à des arriérés de contributions mises en recouvrement avant 1996 au titre des opérations de maintien de la paix, conformément à la décision 49/470 de l'Assemblée générale.

*** Après l'admission de la République fédérale de Yougoslavie le 1er novembre 2000, l'ex-Yougoslavie a cessé d'être Membre de l'Organisation.

Annexe II.B

**Calcul des montants minimaux nécessaires pour éviter l'application de l'Article 19
au 1er janvier, au 1er juillet et au 31 décembre 2000, selon la méthode en vigueur
et avec d'autres variantes fondées sur des comparaisons de montants nets
et l'application semestrielle de l'Article 19**

États Membres	Au 1er janvier 2000		Au 1er juillet 2000				Au 31 décembre 2000			
	Brut : net (E-A)	Net : net (E-B)	Calcul annuel		Calcul semestriel		Calcul annuel		Calcul semestriel	
			Brut : net (E-A)-G	Net : net (E-B)-G	Brut : net F-C	Net : net F-D	Brut : net (E-A)-(G+H)	Net : net (E-B)-(G+H)	Brut : net (F-C)-H	Net : net (F-D)-H
Afghanistan	135 189	146 818	(1 011)	10 618	45 518	56 146	(1 165)	10 464	45 364	55 992
Antigua-et- Barbuda	33 446	40 209	(1 054)	5 709	21 506	28 571	(1 149)	5 614	21 411	28 476
Arménie	480 985	543 333	(22 091)	40 257	324 828	357 055	(23 157)	39 191	323 762	355 989
Azerbaïdjan	1 646 006	1 779 850	(102 994)	30 850	671 795	734 799	(864 074)	(730 230)	(89 285)	(26 281)
Bélarus*	1 269 247	1 678 225	(107 448)	301 530	1 981 999	2 241 655	(2 392 105)	(1 983 127)	(302 658)	(43 002)
Belize	78 823	82 198	(38 026)	(34 651)	(26 643)	(23 119)	(38 350)	(34 975)	(26 967)	(23 443)
Bolivie	(75 081)	(49 371)	(76 329)	(50 619)	17 570	43 053	(154 829)	(129 119)	(60 930)	(35 447)
Bosnie- Herzégovine	184 714	201 999	(152 659)	(135 374)	(94 862)	(76 680)	(153 134)	(135 849)	(95 337)	(77 155)
Brésil	(16 712)	5 129 557	(59 712)	5 086 557	17 455 454	22 803 170	(19 300 110)	(14 153 841)	(1 784 944)	3 562 772
Burkina Faso	96 466	103 229	(144)	6 619	22 416	29 481	(252)	6 511	22 308	29 373
Burundi	246 753	250 128	246 753	250 128	258 136	261 660	159 659	163 034	171 042	174 566
Cameroun	(47 319)	(891)	(178 769)	(132 341)	(12 011)	35 283	(287 080)	(240 652)	(120 322)	(73 028)
Cap-Vert	130 844	136 110	130 844	136 110	140 603	147 642	(142)	5 124	9 617	16 656
Comores	766 482	769 857	766 482	769 857	777 865	781 389	766 434	769 809	777 817	781 341
Congo	463 867	474 248	463 579	473 960	498 425	509 339	(320)	10 061	34 526	45 440
Croatie	(1 669)	153 163	(877 669)	(722 837)	(187 925)	(66 322)	(880 772)	(725 940)	(191 028)	(69 425)
Djibouti	139 093	142 468	139 093	142 468	150 476	154 000	(55)	3 320	11 328	14 852
Dominique	112 226	115 601	87 704	91 079	99 087	102 611	(74)	3 301	11 309	14 833
El Salvador	(54 263)	(12 804)	(180 490)	(139 031)	(40 353)	3 276	(236 230)	(194 771)	(96 093)	(52 464)
Équateur	251 624	323 763	65 142	137 281	323 806	396 583	(273 666)	(201 527)	(15 002)	57 775
Estonie	37 005	107 910	(571 602)	(500 697)	(288 661)	(238 836)	(691 123)	(620 218)	(408 182)	(358 357)
États-Unis d'Amérique	(48 815 627)	(48 799 413)	(160 002 723)	(159 986 509)	263 302 178	263 313 198	(915 815 877)	(915 799 663)	(492 510 976)	(492 499 956)

États Membres	Au 1er janvier 2000		Au 1er juillet 2000				Au 31 décembre 2000			
	Brut : net (E-A)	Net : net (E-B)	Calcul annuel		Calcul semestriel		Calcul annuel		Calcul semestriel	
			Brut : net (E-A)-G	Net : net (E-B)-G	Brut : net F-C	Net : net F-D	Brut : net (E-A)-(G+H)	Net : net (E-B)-(G+H)	Brut : net (F-C)-H	Net : net (F-D)-H
Ex-République yougoslave de Macédoine	145 130	160 487	(46 024)	(30 667)	13 443	28 025	(164 750)	(149 393)	(105 283)	(90 701)
Fédération de Russie	(15 433 771)	(6 478 656)	(48 429 771)	(39 474 656)	(1 742 353)	4 672 954	(88 927 307)	(79 972 192)	(42 239 889)	(35 824 582)
Gabon	(48 912)	7 470	(206 695)	(150 313)	13 314	67 949	(208 177)	(151 795)	11 832	66 467
Gambie	139 282	142 657	127 864	131 239	139 247	142 771	(66)	3 309	11 317	14 841
Géorgie	6 092 031	6 217 027	6 041 031	6 166 027	6 796 183	6 846 657	5 958 588	6 083 584	6 713 740	6 764 214
Grenade	87 946	91 321	82 628	86 003	94 011	97 535	(41 175)	(37 800)	(29 792)	(26 268)
Guatemala	241 382	305 102	(198 973)	(135 253)	21 591	87 069	(200 576)	(136 856)	19 988	85 466
Guinée	84 095	94 231	84 095	94 231	117 825	128 430	(16 027)	(5 891)	17 703	28 308
Guinée équatoriale	70 239	73 614	(39 835)	(36 460)	(28 452)	(24 928)	(39 874)	(36 499)	(28 491)	(24 967)
Guinée-Bissau	412 779	416 154	412 779	416 154	424 162	427 686	412 731	416 106	424 114	427 638
Guyana	34 026	37 499	(31 181)	(27 708)	(19 288)	(15 648)	(41 652)	(38 179)	(29 759)	(26 119)
Haïti	17 666	24 429	17 666	24 429	40 226	47 291	(3 467)	3 296	19 093	26 158
Honduras	127 547	139 457	(143 979)	(132 069)	(95 988)	(85 037)	(149 743)	(137 833)	(101 752)	(90 801)
Îles Marshall	62 280	68 753	(42 891)	(36 418)	(18 986)	(30 358)	(42 968)	(36 495)	(19 063)	(30 435)
Iran (République islamique d')	(129 522)	704 720	(271 522)	562 720	3 461 154	4 113 428	(4 093 642)	(3 259 400)	(360 966)	291 308
Iraq	11 188 959	11 408 345	11 133 959	11 353 345	12 229 843	12 373 282	11 128 997	11 348 383	12 224 881	12 368 320
Kazakhstan	421 035	737 304	(583 842)	(267 573)	973 737	1 185 754	(1 741 056)	(1 424 787)	(183 477)	28 540
Kirghizistan	864 567	902 871	496 937	535 241	685 325	711 328	(109 657)	(71 353)	78 731	104 734
Lettonie	603 285	733 497	(77 482)	52 730	502 067	578 447	(862 500)	(732 288)	(282 951)	(206 571)
Liban	(243 934)	(188 666)	(243 934)	(188 666)	(53 888)	4 279	(429 257)	(373 989)	(239 211)	(181 044)
Libéria	1 088 482	1 095 405	1 088 482	1 095 405	1 111 849	1 119 123	1 016 333	1 023 256	1 039 700	1 046 974
Lituanie	87 073	211 593	(32 927)	91 593	717 000	592 453	(823 828)	(699 308)	(73 901)	(198 448)
Madagascar	126 847	136 983	114 580	124 716	148 310	158 915	(8 004)	2 132	25 726	36 331
Mali	34 978	43 220	(14 199)	(5957)	21 163	28 242	(75 232)	(66 990)	(39 870)	(32 791)
Mauritanie	175 065	178 440	164 546	167 921	175 929	179 453	(119)	3 256	11 264	14 788
Mongolie	75 685	82 608	(52)	6 871	23 315	30 589	(21 267)	(14 344)	2 100	9 374
Nicaragua	200 151	205 143	(425)	4 567	24 614	28 285	(530)	4 462	24 509	28 180
Niger	279 187	285 950	279 187	285 950	301 747	308 812	279 092	285 855	301 652	308 717
Ouzbékistan	1 297 330	1 486 040	(71 157)	117 553	904 554	1 020 502	(74 584)	114 126	901 127	1 017 075

États Membres	Au 1er janvier 2000		Au 1er juillet 2000				Au 31 décembre 2000			
	Brut : net (E-A)	Net : net (E-B)	Calcul annuel		Calcul semestriel		Calcul annuel		Calcul semestriel	
			Brut : net (E-A)-G	Net : net (E-B)-G	Brut : net F-C	Net : net F-D	Brut : net (E-A)-(G+H)	Net : net (E-B)-(G+H)	Brut : net (F-C)-H	Net : net (F-D)-H
Pérou	(258 105)	54 901	(258 105)	54 901	721 631	1 073 321	(1 096 967)	(783 961)	(117 231)	234 459
République arabe syrienne	(768 938)	(550 883)	(768 938)	(550 883)	(46 629)	185 978	(1 448 188)	(1 230 133)	(725 879)	(493 272)
République centrafricaine	261 624	266 496	260 624	265 496	284 808	288 358	260 567	265 439	284 751	288 301
République de Moldova	2 502 502	2 602 739	2 458 295	2 558 532	3 010 070	3 063 073	2 210 884	2 311 121	2 762 659	2 815 662
République démocratique du Congo	897	26 607	(103)	25 607	93 796	119 279	(784)	24 926	93 115	118 598
République démocratique populaire lao	(1 271)	2 104	(11 790)	(8 415) ^o	(407)	3 117	(11 838)	(8 463)	(455)	3 069
République dominicaine	(126 855)	(73 517)	(127 855)	(74 517)	63 860	118 428	(319 161)	(265 823)	(127 446)	(72 878)
République populaire démocratique de Corée	699 171	798 082	(16 829)	82 082	352 671	415 516	(18 640)	80 271	350 860	413 705
Rwanda	63 571	68 443	50 989	55 861	75 173	78 723	(53 606)	(48 734)	(29 422)	(25 872 582)
Sainte-Lucie	32 999	36 374	20 964	24 339	32 347	35 871	(159)	3 216	11 224	14 748
Saint-Vincent-et-les Grenadines	125 432	128 807	114 913	118 288	126 296	129 820	(68)	3 307	11 315	14 839
Sao Tomé-et-Principe	543 151	546 526	543 151	546 526	554 534	558 058	543 103	546 478	554 486	558 010
Seychelles	137 456	144 219	137 456	144 219	160 016	167 081	137 361	144 124	159 921	166 986
Sierra Leone	135 541	138 916	135 541	138 916	146 924	150 448	(59)	3 316	11 324	14 848
Somalie	944 514	947 889	944 514	947 889	955 897	959 421	944 466	947 841	955 849	959 373
Soudan	124 448	151 053	(52)	26 553	103 975	128 743	(303 242)	(276 637)	(199 215)	(174 447)
Suriname	(44 970)	(31 449)	(44 970)	(31 449)	(65)	14 079	(109 637)	(96 116)	(64 732)	(50 588)
Swaziland	14 784	21 707	(24 251)	(17 328)	(884)	6 390	(48 295)	(41 372)	(24 928)	(17 654)
Tadjikistan	2 246 502	2 268 356	2 176 661	2 198 515	2 275 969	2 292 591	2 041 113	2 062 967	2 140 421	2 157 043
Tchad	34 696	38 071	34 696	38 071	46 079	49 603	(4)	3 371	11 379	14 903
Togo	104 561	109 433	103 561	108 433	127 764	131 295	(53 229)	(48 357)	(29 026)	(25 495)
Turkménistan	348 406	386 710	339 406	377 710	527 794	553 797	(150 947)	(112 643)	37 441	63 444
Ukraine**	15 523 299	17 266 906	(9 942)	1 733 665	11 064 279	12 048 531	(11 823 578)	(10 079 971)	(1 854 762)	(870 510)
Uruguay	(713 283)	(545 934)	(714 283)	(546 934)	(139 585)	34 954	(820 037)	(652 688)	(245 339)	(70 800)

États Membres	Au 1er janvier 2000		Au 1er juillet 2000				Au 31 décembre 2000			
	Brut : net (E-A)	Net : net (E-B)	Calcul annuel		Calcul semestriel		Calcul annuel		Calcul semestriel	
			Brut : net (E-A)-G	Net : net (E-B)-G	Brut : net F-C	Net : net F-D	Brut : net (E-A)-(G+H)	Net : net (E-B)-(G+H)	Brut : net (F-C)-H	Net : net (F-D)-H
Vanuatu	234 451	237 826	123 932	127 307	135 315	138 839	(4 120)	(745)	7 263	10 787
Venezuela	(152 046)	545 898	(5 897 728)	(5 199 784)	(3 062 030)	(2 446 700)	(6 386 969)	(5 689 025)	(3 551 271)	(2 935 941)
Viet Nam	(8 385)	20 363	(82 017)	(53 269)	38 174	63 722	(141 616)	(112 868)	(21 425)	4 123
Yémen	115 256	149 021	10 067	43 832	122 021	125 180	(366 301)	(332 536)	(254 347)	(251 188)
Yougoslavie***	14 143 150	14 300 200	14 109 150	14 266 200	14 858 536	15 001 922	***	***	***	***
Zimbabwe	(86 632)	(56 245)	(86 632)	(56 245)	14 106	45 945	(356 477)	(326 090)	(255 739)	223 900

* Les montants dus par le Bélarus au 1er janvier et au 1er juillet 2000 excluent un montant de 45 826 669 dollars correspondant à des arriérés de contributions mises en recouvrement avant 1996 au titre des opérations de la paix, conformément à la décision 49/70 de l'Assemblée générale.

** Les montants dus par l'Ukraine excluent un montant de 179 117 150 dollars au 1er janvier et un montant de 178 011 745 dollars au 1er juillet 2000, correspondant à des arriérés de contributions mises en recouvrement avant 1996 au titre des opérations de maintien de la paix, conformément à la décision 49/470 de l'Assemblée générale.

***Après l'admission de la République fédérale de Yougoslavie le 1er novembre 2000, l'ex-Yougoslavie a cessé d'être Membre de l'Organisation.